Front anticapitaliste : une notion qui ne passe pas ?

Nous sommes plusieurs camarades à avoir signé une motion proposant de défendre des « fronts anticapitalistes » et en particulier de répondre favorablement à la proposition d'Alternative Libertaire. Cette motion a été votée majoritairement dans l'assemblée générale de la Meuse, et a été portée devant le congrès. Malheureusement, les délégués ont très majoritairement voté contre. Seuls 27 délégués se sont prononcés pour, dont les 13 de la P5. C'est désolant !

Le camarade qui a pris le micro pour appeler à voter contre l'a fait en invoquant de mauvaises expériences avec des syndicalistes militants d'AL. Il semble en effet que lors de la mobilisation à la SNCF de juin 2014 certains militants de Sud Rail ont fait obstacle au dépassement des syndicats par des structures à la fois plus unitaires et plus auto-organisées (en particulier l'AG des AG regroupant des délégués des gares parisiennes). C'est un débat fondamental à avoir, d'ailleurs plus important que l'éternel débat avec les libertaires sur l'utilisation ou non des élections comme tribune.

Pour autant, est-ce que cet argument suffit ? Pour ne parler que de la question de l'intervention dans les luttes et de l'auto-organisation, nous n'avons pas moins de divergences avec Lutte ouvrière. Sur bien d'autres questions (écologie, lutte contre l'islamophobie...) nous sommes certainement plus proches d'AL que de LO. Et pourtant nous réalisons de fait des « fronts anticapitalistes » avec LO, comme lorsque nous avons mené des campagnes électorales communes. Pourquoi ne pas faire également des campagnes non-électorales communes avec AL là où c'est possible ?

Des meetings, collages ou manifestations ensemble pourraient enclencher des dynamiques intéressantes. On peut même aller plus loin : cela pourrait sauvegarder l'apparition des anticapitalistes, dans de nombreux comités affaiblis où le risque de démoralisation et de disparition est bien réel. Des rapprochements politiques entre anticapitalistes pourraient également favoriser le rapprochement des syndicalistes combatifs, même si le courant « lutte de classe » que nous souhaitons ne devra pas poser comme préalable d'être anticapitaliste.

Personne ne prétend que les « fronts anticapitalistes » seraient la clé pour débloquer une situation globalement difficile. En particulier, ils ne visent pas à contourner la recherche de l'unité d'action (« front unique ») avec les organisations réformistes qui influencent de nombreux-se-s travailleur-se-s.

Mais pour ce qui concerne la diffusion des idées anticapitalistes, nous avons des bases

communes à défendre avec AL ou LO. Or jusqu'à présent, notre parti a plutôt glissé vers la défense d'une « alternative » commune avec le Front de gauche. Notre congrès a dit "non" à cette voie-là, mais il serait temps que nous disions en positif le projet que nous portons. Nous défendons la perspective du communisme autogestionnaire, et nous pensons que cela peut être défendu avec d'autres anticapitalistes, tout en poursuivant les débats stratégiques que nous pouvons avoir par ailleurs avec les uns et les autres.

Julien Varlin, le 10 février 2015